



## **AUTORISATION D'ORGANISATION D'UNE ACTIVITE DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES**

**- autorisation numéro 2014 - 10 -**

---

Pétitionnaire : Club alpin français – comité départemental des Hautes-Pyrénées  
Adresse : Club alpin français – comité départemental des Hautes-Pyrénées – 9, rue André Fourcade – 65000 TARBES  
Nature de la demande : manifestation sportive,  
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallée de Cauterets,  
Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc National des Pyrénées

---

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 4-1 et R 331-22,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (NOR : *DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (NOR : *DEVL1234918D*),

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra, sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

**- article premier :**

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus mentionnés, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise le comité départemental des Hautes-Pyrénées du club alpin français à organiser la " *fête de la montagne* " dans le cœur du Parc National des Pyrénées.

Cette manifestation se déroulera sur les sites du pont d'Espagne, du Marcadau, du Clot, du lac de Gaube, du sentier des cascades et des Oulètes (*vallée de Cauterets*) - Hautes-Pyrénées -.

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

../..

La présente autorisation est délivrée sous réserve des prescriptions suivantes :

- aucun déchet ou matériel ne sera abandonné sur les sites de la manifestation,
- toute manifestation ou émission sonore, susceptible de troubler la tranquillité des lieux, est interdite. Aucune sonorisation ne sera employée,
- aucune forme de publicité ne sera tolérée,
- aucun équipement ne sera mis en place sur les sites de la manifestation à l'exception d'un stand démonté tous les soirs, avant 19 heures, au porche d'accueil de Pountas et d'un dispositif de « *slack line* »,
- aucun transport de matériel ou de personnel ne sera effectué par hélicoptère ou engin motorisé. Le survol du cœur du Parc National des Pyrénées à une hauteur inférieure à mille mètres est interdite,
- aucun balisage ne sera installé dans le cœur du Parc National des Pyrénées et sur les parcours de la manifestation. L'éventuelle signalétique directionnelle légère mise en place sera enlevée immédiatement après la manifestation,
- à l'issue de la manifestation, l'organisateur s'assurera de la propreté des lieux.

**- article deux :**

La présente autorisation est délivrée pour les 28 et 29 juin 2014.

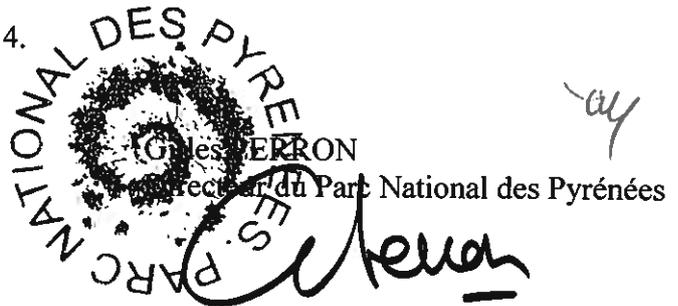
**- article trois :**

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra.

**- article quatre :**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur [www.parc-pyrenees.com](http://www.parc-pyrenees.com)

Fait à Tarbes, le mercredi 15 janvier 2014.



Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*